

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme
Lauréat du Premier prix International des Droits de l'Homme de l'Association d'Espagne pour les
Droits de l'Homme

Numéro 146, Février 2022

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaires

Les cinq dernières années ont été un tutoriel sur le mensonge. Les vérificateurs des faits aux États-Unis ont travaillé sans relâche pour combattre les contrevérités du président Donald Trump, de son affirmation inoffensive mais fautive sur la taille de la foule lors de son inauguration au mensonge vicieux selon lequel Barak Obama est né au Kenya, pas aux États-Unis, et ne pouvait donc pas être un président légitime. Les photographies de la foule dans le premier cas, l'acte de naissance dans le second, ont démenti les deux. Vladimir Poutine ment, par exemple en disant que l'Ukraine moderne a été entièrement créée par la Russie ou que l'Ukraine perpétue un génocide dans les régions orientales de Donetsk et Lougansk. Encore une fois, les documents se contredisent : les archives de l'Ukraine sont remplies de preuves de la culture ukrainienne séculaire et du mouvement nationaliste ukrainien du milieu des années 1800, tandis que l'Ukraine fournit des preuves à la Cour internationale de Justice que les allégations de génocide sont “un mensonge absurde”. <https://balkaninsight.com/2022/02/28/ukraine-challenges-russias-genocide-claim-at-hague-court/>

Ce ne sont pas seulement les dirigeants des grands pays qui profèrent des mensonges continus, publics et problématiques. Le “dénier” - un refus d'admettre les faits - n'est que trop courant parmi nous. Après ce qu'il a appelé une “explosion de négationnisme” à propos des meurtres de masse de quelque 8 000 hommes et garçons à Srebrenica, en Bosnie, en août 1995, par l'armée serbe de Bosnie, le Haut Représentant des Nations Unies en Bosnie en juillet dernier a rendu illégale la négation du génocide en Bosnie. Expliquant sa décision, il a écrit : “Le discours de haine, la glorification des criminels de guerre et le révisionnisme ou la négation pure et simple du génocide et des crimes de guerre empêchent les sociétés de se former face au passé collectif, constituent une nouvelle humiliation des victimes et de leurs proches, tout en perpétuant l'injustice et l'atteinte aux relations interethniques. Tout cela provoque des frustrations, rend la société chroniquement malade et empêche l'émergence d'une réconciliation désespérément nécessaire. Et, a-t-il ajouté, “Tout le monde devient victime de la guerre verbale sur l'interprétation de la guerre passée, et cela doit cesser maintenant!” <http://www.ohr.int/high-representative-valentin-inzko-introduced-today-amendment-to-the-bh-criminal-code/>

Les interprétations du passé varient, et les historiens les proposent et les débattent avec rigueur. Mais les faits comptent, tout comme les records fiables et accessibles. L'Ensemble de principes des Nations Unies pour combattre l'impunité de 1997, mis à jour en 2005, a comme principe 3 le devoir de préserver la mémoire : “La connaissance par un peuple de l'histoire de son oppression fait partie de son patrimoine et, à ce titre, doit être assurée par des mesures appropriées en accomplissement du devoir de l'État de conserver les archives et autres preuves concernant les violations des droits de l'homme et de faciliter la connaissance de ces violations... Ces mesures doivent viser à préserver la mémoire collective de l'extinction et, en particulier, à se prémunir contre le développement d'arguments révisionnistes et négationnistes”.

Le Conseil international des archives est profondément préoccupé par le sort des archives du Mémorial à Moscou et des archives de toute l'Ukraine. Les déclarations sur les deux se trouvent sur le site Web de l'ICA : <https://www.ica.org/en/statement-of-the-international-council-on-archives-on-the-situation-of-the-archives-of> et <https://www.ica.org/en/solidarity-with-ukrainian-archives-and-records-professionals>

Après la fin de la guerre en Bosnie, l'ICA et l'UNESCO ont envoyé une mission pour examiner la situation dans les centres d'archives et de documents du pays. Après le départ des troupes russes d'Afghanistan, les membres de l'ICA ont élaboré une série de questions d'enquête à utiliser par les Afghans pour étudier et cartographier l'état des archives et des archives actives. Des mesures similaires seront nécessaires à la fin de la guerre en Ukraine, car la restauration des archives à la suite du conflit ouvre la voie à une reconnaissance publique responsable, quoique désordonnée, que ces événements se sont réellement produits parmi nous.

Nouvelles SADH. Le prochain « First Tuesday Talk » aura lieu le 5 avril, avec Vitor Fonseca, Claudio Ogass Bilbao et Francisco Gonzalez Villanueva discutant de leur travail sur la création d'une boîte à outils pour aider les archives à identifier le risque de changement climatique.

Un index des numéros de SAHR News en 2021 est disponible sur : <https://www.ica.org/en/sahr-newsletter-index-2021>

Nouvelles Internationales.

Commission européenne. La Commission a proposé l'adoption d'une directive sur le devoir de diligence des entreprises en matière de développement durable, visant à favoriser “un comportement durable et responsable des entreprises” et à ancrer “les considérations relatives aux droits de l'homme et à l'environnement dans les opérations et la gouvernance des entreprises”. La proposition est soumise au Parlement européen et au Conseil européen pour approbation. Si elle est adoptée, les États membres disposeront de deux ans pour transposer la directive en droit national.
https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/doing-business-eu/corporate-sustainability-due-diligence_en

Cour européenne des droits de l'homme. La Cour a statué que la Croatie “n'a pas à donner à un écrivain l'accès aux transcriptions classifiées des conversations de feu le président Franjo Tudjman”, a rapporté *BIRN*. Le tribunal a déclaré que la “décision refusant de déclassifier certains des documents demandés était fondée sur l'avis d'un organe spécialisé chargé de la sécurité nationale” et que “l'ingérence dans la liberté d'accès du requérant” était “nécessaire et proportionnée à l'objectif important de la sécurité nationale”. Tudjman a été président de 1990 à 1999. La décision reflète une tendance des juges à s'en remettre aux demandes de sécurité nationale plutôt qu'à examiner eux-mêmes les informations contenues dans les documents demandés. <https://balkaninsight.com/2022/02/03/echr-backs-croatias-right-to-keep-tudjman-documents-secret/>

Chambres extraordinaires au sein de la Cour du Cambodge (CETC). Écrivant dans *justiceinfo*, Heather Ryan, observatrice de l'ECC, a décrit la “fin honteuse du tribunal des Khmers rouges”. En décembre, l'ECC a annulé les deux affaires (appelées 003 et 004) toujours en cours, après 13 ans d'enquêtes et de conclusions judiciaires. “Quand et si les archives de l'ECC sont enfin sécurisées, organisées et rendues accessibles au public, nous verrons si le matériel d'enquête des cas 003 et 004 est publié” et si les actes d'accusation proposés étaient un compte rendu exact de ce qui s'est passé. <https://www.justiceinfo.net/en/87248-finally-judge-wrote-shameful-end-khmer-rouge-tribunal.html>

Cour internationale de justice (CIJ). La Cour internationale de justice a décidé que l'Ouganda devait payer 325 millions de dollars à la République démocratique du Congo (RDC) pour l'occupation et le pillage de 1998-2003 de sa province orientale de l'Ituri, a rapporté *justiceinfo*. En 2005, la CIJ avait statué que l'Ouganda avait violé le droit international en occupant l'Ituri “avec des infractions commises par ses propres troupes et d'autres groupes armés qu'il soutenait”. Pour parvenir à sa décision sur les réparations de 2022, qui était “bien en deçà” des 11 milliards de dollars demandés par la RDC, la CIJ s'est appuyée sur des “données provenant de sources secondaires” et “a fait référence” à un rapport de cartographie de l'ONU de 2009 “qui a documenté bon nombre des crimes les plus graves” commis par les forces ougandaises (UPDF)”. Les avocats internationaux des droits de l'homme ont salué deux parties du jugement : il a abordé les rôles joués par les acteurs non étatiques soutenus par l'Ouganda, le tribunal tenant l'Ouganda pour responsable de ne pas avoir empêché les actes de ces groupes en RDC, et il a également statué que l'Ouganda doit indemniser les dommages environnementaux, la première fois qu'il l'a fait dans le cadre de la protection de l'environnement pendant un conflit.

<https://www.justiceinfo.net/en/87404-ugandan-reparations-325-million-that-baffle-the-congolese.html>; <https://www.justiceinfo.net/en/87514-ups-and-downs-historic-ruling-on-reparations.html>

Cour Pénale Internationale (CPI). L'ONG *Iran Human Rights Documentation Center* a demandé à la CPI d'enquêter sur les responsables militaires iraniens et syriens "pour les crimes de guerre qu'ils auraient pu commettre en Syrie", a rapporté le *Guardian*. L'affirmation est qu'avec le soutien militaire de l'Iran, les troupes syriennes et les milices soutenues par l'Iran ont forcé les civils syriens "à fuir face aux bombardements et aux tirs aveugles, aux exécutions extrajudiciaires" et à d'autres crimes. Ni l'Iran ni la Syrie ne sont membres de la CPI, mais la Jordanie, où les réfugiés porteurs de la demande ont fui, en est membre. "Des preuves ont été fournies de manière anonyme par crainte de représailles, mais l'identité des personnes qui portent plainte sera connue de la CPI".

https://www.theguardian.com/world/2022/feb/16/human-rights-lawyers-attempt-to-bring-syria-war-crimes-cases-to-icc?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=2a2edfc776-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-2a2edfc776-90540617

Le procureur a annoncé qu'il ouvrirait une enquête sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés commis sur le territoire ukrainien depuis 2014, a rapporté *Jurist*. Bien que ni l'Ukraine ni la Russie ne fassent partie de la CPI, l'Ukraine a accepté "la compétence de la CPI sur une base illimitée". <https://www.jurist.org/news/2022/03/icc-to-investigate-alleged-war-crimes-in-ukraine/>

Nations Unies. Le Syndicat du personnel de l'ONU a annoncé qu'au moins 25 membres du personnel de l'ONU et du personnel associé "ont été tués dans des attaques délibérées en 2021", a rapporté *PassBlue*. "Pour la huitième année consécutive, la mission de l'ONU au Mali a été la plus dangereuse au monde, avec 17 soldats de la paix tués là-bas".

https://www.un.org/press/en/2022/org1722.doc.htm?utm_source=PassBlue+List&utm_campaign=b7e5c111c6-RSS_PassBlue&utm_medium=email&utm_term=0_4795f55662-b7e5c111c6-55008469

Le Centre des Nations Unies pour les données humanitaires a publié *The State of Open Humanitarian Data*, affirmant qu'il y a eu "des progrès constants dans la réduction des lacunes en matière de données dans la plupart des opérations humanitaires", avec "69 % ... de données de crise pertinentes et complètes sont disponibles dans 27 opérations humanitaires. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, février 2021. <https://data.humdata.org/dataset/2048a947-5714-4220-905b-e662cbcd14c8/resource/56bb190e-fd43-4573-898c-76aaedb7e10a/download/state-of-open-humanitarian-data-2022.pdf>

Le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de la société civile a déclaré que le recours aux poursuites stratégiques contre la participation du public (SLAPPS) "est un problème mondial, et une action immédiate des États et des acteurs commerciaux est nécessaire pour mettre fin à l'utilisation de cette tactique judiciaire contre les personnes qui dénoncent courageusement et légitimement l'injustice dans le cadre des opérations commerciales". Le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme a déclaré que ses recherches avaient trouvé "355 cas qui portent la marque des SLAPP intentés ou initiés par des acteurs commerciaux depuis 2015", avec le nombre le plus élevé en Amérique latine. Les organisations "soulevant des préoccupations en matière de droits de l'homme concernant les secteurs de l'exploitation minière, de l'agriculture et de l'élevage, de l'exploitation forestière et du bois d'œuvre et de l'huile de palme ont été particulièrement touchées".

<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=28088&LangID=E>

Pour SLAPPS en Amérique latine, voir <https://www.business-humanrights.org/en/from-us/briefings/slapps-in-latin-america/>

Le représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'ONU a mis en doute la légalité de la succession de la Russie au siège de l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU. Il a demandé au Secrétaire général de "distribuer aux membres du Conseil de sécurité et aux membres de l'Assemblée générale" les documents montrant les décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale qui recommandaient l'adhésion de la Fédération de Russie à l'ONU et la qualité de membre permanent au sein du Conseil. "Le diplomate estime que l'adhésion de la Russie à l'ONU et son adhésion permanente au Conseil de sécurité de l'ONU sont illégales parce que l'ONU n'a pas de documents sur l'admission de la Russie dans l'organisation", a rapporté *Euromaidan*.

<https://euromaidanpress.com/2022/02/25/ukraine-questions-legality-of-russias-un-unscc-membership/>

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le PNUD a annoncé qu'il "lance une nouvelle stratégie numérique ambitieuse pour aider à créer un monde dans lequel le numérique est une force d'autonomisation pour les personnes et la planète". <https://www.undp.org/news/ensuring-equitable-digital-futures-everyone>

Banque Mondiale. Une enquête conjointe du *Helena Kennedy Center for International Justice* de l'Université Sheffield Hallam et de l'ONG NomoGaia, publiée en coordination avec le *Digital Forensic Research Lab* de l'*Atlantic Council*, a révélé que la branche de prêt privée de la Banque mondiale, la Société financière internationale (SFI), a "plusieurs investissements importants dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang en Chine, où les peuples autochtones ont été soumis à ce que les législateurs internationaux, les juristes et les défenseurs ont qualifié de génocide". "L'incapacité de la SFI à protéger de manière adéquate les communautés et l'environnement affectés par son financement dans la région ouïghoure rend l'institution complice de la répression des Ouïghours, des Kazakhs et d'autres citoyens minoritaires". La recherche a utilisé "les médias et la propagande de l'État chinois, l'imagerie satellite des opérations des clients de l'IFC, la documentation des projets de l'IFC, les rapports publics et les divulgations d'entreprises" et a trouvé "des preuves crédibles que le financement de l'IFC contribue aux entreprises qui commettent des violations flagrantes des droits de l'homme contre les peuples ouïghours dans le Région".

<https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/report/financing-and-genocide/>

Nouvelles du monde/générales.

Archives du monde des affaires. Une fuite massive de documents du Crédit Suisse, le géant suisse de la banque privée, "a révélé la richesse cachée de clients impliqués dans la torture, le trafic de drogue, le blanchiment d'argent, la corruption et d'autres crimes graves", a rapporté le *Guardian*. "La fuite indique des échecs généralisés de la diligence raisonnable du Crédit Suisse, malgré les promesses répétées depuis des décennies d'éliminer les clients douteux et les fonds illicites". La banque a "fermement rejeté" les "allégations et inférences concernant les prétendues pratiques commerciales de la banque".

<https://www.theguardian.com/news/2022/feb/20/credit-suisse-secrets-leak-unmasks-criminals-fraudsters-corrupt-politicians>

En 2012, un homme a tué 20 élèves et 6 éducateurs à l'École élémentaire de Sandy Hook à Newton dans le Connecticut, aux États-Unis. Les familles de 9 des victimes ont poursuivi Remington, qui fabrique la carabine qui a été utilisée lors de la tuerie, arguant que l'arme ne devrait pas être commercialisée et vendue au public. Le procès a maintenant été réglé pour 73 millions de dollars. "Dans le cadre du règlement, Remington a également accepté d'autoriser les familles à divulguer de nombreux documents qu'ils ont obtenus au cours du procès, y compris ceux montrant comment il a commercialisé l'arme", a rapporté AP. <https://apnews.com/article/sandy-hook-school-shooting-remington-settlement-e53b95d398ee9b838afc06275a4df403>

En octobre 2020, *National Geographic* a commencé à surveiller les travaux de la société canadienne d'exploration pétrolière Recon Africa dans le delta de l'Okavango, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, en Namibie. Il a déclaré avoir documenté une tendance de ReconAfrica à entreprendre "des actions interdites par le permis de prospection sismique de l'entreprise". Fin janvier, l'ONG namibienne *Legal Assistance Center* a déposé une plainte auprès du ministère de l'Environnement, affirmant que des représentants de compagnies pétrolières avaient pénétré dans des propriétés sans autorisation, mené des activités de prospection sismique et contraint les familles "à signer des papiers sans en expliquer le contenu avant de partir". <https://www.nationalgeographic.com/environment/article/canadian-oil-company-illegally-bulldozes-protected-land-in-africa>

Changement climatique. Une équipe de 13 chercheurs a publié un rapport dans *Nature Climate Change* sur les sites patrimoniaux le long des côtes africaines confrontés au risque croissant du changement climatique. Ils "ont généré une base de données de 213 sites naturels et 71 sites du patrimoine culturel africain pour évaluer l'exposition aux inondations et à l'érosion côtières sous des conditions modérées ... et hautes ... scénarios d'émissions de gaz à effet de serre". Ils ont trouvé 56 sites à risque et ont déclaré que "d'ici 2050, le nombre de sites exposés devrait plus que tripler, atteignant près de 200 sites à fortes émissions". <https://www.nature.com/articles/s41558-022-01280-1>

En 1999, le biologiste Andrew Hendry a créé une base de données “d'exemples d'évolution rapide” parmi les plantes et les animaux à mesure que les climats changeaient. Il a maintenant été élargi avec “plus de 5 000 exemples supplémentaires”, enregistrant “tout, de la profondeur crânienne du pinson des arbres à la durée de vie du guppy de Trinidad”, a rapporté *WIRED*. L'analyse de l'ensemble de données élargi “a confirmé ... qu'en moyenne, partout dans le monde, les espèces animales semblent devenir plus petites” et “que les actions humaines modifient les espèces animales et végétales d'une manière dont elles ne se remettront peut-être jamais - le monde naturel marqué à jamais par la pollution, et ce désir humain unique chasser et récolter bien après le point de satiété individuelle”.

https://www.wired.com/story/database-humans-messing-with-evolution/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&endid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=WIR_Daily_020422&utm_mailing=WIR_Daily_020422&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=P4

“Au cours d'une grande partie de la dernière décennie, les opérateurs pétroliers et gaziers du Texas et d'une douzaine d'autres États américains ont brûlé ou brûlé au moins 3,5 billions de pieds cubes de gaz naturel, selon une analyse des données satellitaires du *Howard Center for Investigative Journalism*”, a rapporté *Inside Climate News*. Ce volume dépasse de loin “le total signalé aux organismes de réglementation dans les 13 États désignés par le département américain de l'énergie comme ayant le torchage le plus actif” et “dépasse de loin” le total publié par *l'Energy Information Administration*. “Chaque acte de torchage et de ventilation libère du méthane, qui emprisonne la chaleur 80 fois plus efficacement que le dioxyde de carbone sur une période de 20 ans, faisant de la réduction du méthane l'une des voies les plus rapides pour réduire le réchauffement climatique”. Mais, averti un scientifique de l'atmosphère, “Vous ne pouvez pas réglementer ce que vous ne mesurez pas”.

https://insideclimatenews.org/news/24022022/texas-natural-gas-flaring-venting/?utm_source=InsideClimate+News&utm_campaign=f145ea0a83-&utm_medium=email&utm_term=0_29c928ffb5-f145ea0a83-328765186

Archives médicales. “L'Institut de Psychiatrie et de Neurologie de Varsovie a mis à disposition du public la plus grande collection du monde de scans d'analyses de préparations cérébrales humaines”, a rapporté *Dignity News*. “Dans les archives numériques, les chercheurs peuvent voir de nombreux exemples de changements physiologiques dans le cerveau” pour une variété de troubles mentaux et neurologiques, “permettant le diagnostic et le traitement” de ces maladies. https://dignitynews.eu/en/institute-of-psychiatry-and-neurology-in-warsaw-made-available-the-worlds-largest-digital-archive-of-brains/?utm_source=ICA+Members+and+contacts+Newsletter&utm_campaign=36b50923be-EMAIL_Newsletter_FEB_2022&utm_medium=email&utm_term=0_84a7f06290-36b50923be-225732189

Une équipe de recherche a recruté des participants pour une étude “via un e-mail envoyé par FamilyTreeDNA à environ 1,0 million de ses clients de tests génétiques DTC [directement au consommateur], participants à la base de données de généalogie génétique et autres qui avaient consenti à recevoir de telles communications de la société”. Un échantillon de 23 196 personnes a été interrogé sur leurs expériences. Un pourcentage surprenant de 82% “a appris l'identité d'au moins un parent génétique”, mais la plupart ont déclaré que cette découverte “avait eu un impact neutre ou positif sur leur vie”. Cependant, “ceux qui ont appris qu'ils avaient été conçus par un donneur ont signalé le regret décisionnel le plus élevé”, près de la moitié d'entre eux n'ayant appris leur conception qu'à partir du test, ont rapporté les chercheurs dans *l'American Journal of Human Genetics*. [https://www.cell.com/ajhg/fulltext/S0002-9297\(22\)00013-1?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=7b66611064-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-7b66611064-149736437](https://www.cell.com/ajhg/fulltext/S0002-9297(22)00013-1?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=7b66611064-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-7b66611064-149736437)

Migration. Les douanes et la protection des frontières des États-Unis ont signalé que 557 migrants sont morts le long de la frontière américano-mexicaine d'octobre 2020 à septembre 2021, tandis que l'Organisation internationale pour les migrations a déclaré qu'au moins 650 sont morts au cours de l'année civile 2021, mais a noté que “tous les chiffres restent sous-estimés”, a rapporté un essai dans *The Conversation*. <https://theconversation.com/more-migrants-are-dying-along-the-us-mexico-border-but-its-hard-to-say-how-big-the-problem-actually-is-175886>

L'Organisation internationale pour les migrations a déclaré dans un rapport que plus de 1 160 migrants sont morts en mer en tentant d'atteindre l'Europe depuis l'Afrique du Nord au premier semestre 2021, soit une augmentation de 155 % par rapport à 2020. La route la plus dangereuse était celle de la Tunisie et de la Libye vers l'Italie et Malte. <https://north-africa.com/2022/02/migrations-failed-attempts-at-sea-crossing-from-north-africa-killed-at-least-1160-migrants-in-2021/>

Vie privée. Plus de 470 groupes de la société civile du Myanmar ont déposé une plainte contre le projet de vente de la compagnie de téléphone norvégienne Telenor à un groupe d'investissement libanais et à une société de pierres précieuses du Myanmar, craignant que les enregistrements des métadonnées des appels téléphoniques conservés par Telenor ne “finissent entre les mains du secteur militaire à la suite de la vente”. Une plainte auprès de l'autorité norvégienne de protection des données a fait valoir que les activités de Telenor au Myanmar sont soumises au règlement général sur la protection des données de l'Union européenne en tant que filiale d'une société norvégienne, nécessitant ainsi la protection des données, a rapporté *WIRED*. https://www.wired.com/story/telenor-myanmar-phone-records/?bxiid=5c48efcf2ddf9e4807adf975&endid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=WIR_Daily_021222&utm_mailing=WIR_Daily_021222&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=P8

La CNIL, l'autorité française de réglementation de la confidentialité des données, a déclaré que Google Analytics “risque de donner aux services de renseignement américains l'accès aux données des utilisateurs de sites Web français”, a rapporté Reuters. Le site français qui hébergeait Google Analytics a eu un mois pour le mettre hors ligne. <https://www.reuters.com/technology/french-watchdog-says-google-analytics-poses-data-privacy-risks-2022-02-10/>

Crisis Text Line (CTL) est l'une des lignes de soutien en santé mentale les plus importantes au monde, une organisation à but non lucratif axée sur la technologie qui utilise les méga-données et l'intelligence artificielle pour aider les gens à faire face à des traumatismes tels que l'automutilation, la violence émotionnelle et les pensées suicidaires. Cependant, a rapporté *Politico*, CTL donne “aux retombées à but lucratif de l'organisation” appelées Loris.ai des données CTL “anonymisées” “pour créer et commercialiser un logiciel de service client”. Cette divulgation a déclenché une vague de réactions, qualifiant la situation d’“étude de cas en éthique technologique” et incitant le directeur de CTL à publier une longue discussion sur “comment j'ai personnellement réfléchi, équilibré et pris des décisions liées aux compromis autour des données”. auxquelles nous sommes confrontés chaque jour à *Crisis Text Line*.” <https://www.politico.com/news/2022/01/28/suicide-hotline-silicon-valley-privacy-debates-00002617>; <http://www.zephoria.org/thoughts/archives/2022/01/31/crisis-text-line-from-my-perspective.html>; <https://www.crisistextline.org/blog/2022/01/31/an-update-on-data-privacy-our-community-and-our-service/>

La *BBC* a déclaré qu'elle “surveillait 18 chaînes Telegram et 24 groupes dans des pays allant de la Russie au Brésil et du Kenya à la Malaisie”, et a constaté “que des photos intimes de femmes sont partagées pour les harceler, les humilier et les faire chanter à grande échelle”. Après avoir signalé 100 images comme pornographiques à Telegram, “un mois plus tard, 96 restaient accessibles. Nous n'avons pas pu localiser quatre autres, car ils étaient dans des groupes auxquels nous ne pouvions plus accéder. Fait troublant, alors que nous enquêtons sur ces groupes, un compte russe a également tenté de nous vendre un dossier contenant des vidéos d'abus d'enfants pour moins que le prix d'un café. Nous l'avons signalé à Telegram et à la police métropolitaine, mais deux mois plus tard, la poste et la chaîne étaient toujours là. Le compte n'a été supprimé qu'après avoir contacté l'équipe média de Telegram”. <https://www.bbc.com/news/world-60303769>

Technologie. Les membres de la communauté yézidie d'Irak “veulent que les entreprises de médias sociaux rendent des comptes, les accusant d'avoir facilité le trafic de femmes et de filles yézidiennes par les djihadistes” de l'État islamique, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Les militants yézidis ont compilé un rapport de 120 pages disant que “les entreprises de la *Big Tech* n'ont pas agi avec suffisamment de fermeté contre les membres de l'EI utilisant leurs plateformes pour échanger des femmes et des filles kidnappées” et n'ont pas “éradiqué les discours de haine contre les Yézidis sur leurs plateformes”. <https://news.trust.org/item/20220217101443-9u4n0/>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Algérie/France/Polynésie française. Le ministre français de l'Armée a annoncé que près de 35 000 documents relatifs aux essais nucléaires français en Polynésie française seraient déclassifiés, a rapporté *Libération*. Les documents qui aideraient d'autres à fabriquer des armes nucléaires seront retirés et les archives concernant les essais nucléaires effectués en Algérie à partir de 1960 ne sont pas déclassifiées.

http://www.liberation.fr/politique/essais-nucleaires-en-polynesie-francaise-louverture-des-archives-progresse-sous-conditions-20220204_4C6QOM7RG5HPBKW3VNLP5RH66Q/

Argentine/Royaume-Uni. Écrivant dans le *London Review of Books Blog*, l'universitaire britannique Grace Livingstone a raconté sa recherche d'archives sur les relations entre le Royaume-Uni et l'Argentine, de 1976 à 1983, pour découvrir que “plus de trois cents dossiers de documents du ministère des Affaires étrangères [du Royaume-Uni] relatifs aux relations britanniques avec l'Argentine au cours des six années qui ont précédé la guerre des Malouines ont été déchetés. Interrogé, le *Foreign, Commonwealth and Development Office* a déclaré qu'il “sélectionne ses fichiers pour une conservation permanente conformément aux dispositions de la *UK Public Records Act 1958*”. Elle a commenté: “Vous auriez pensé que des articles concernant les relations militaires entre la Grande-Bretagne et l'Argentine dans les années précédant leur entrée en guerre - dans un conflit qui a tué plus de neuf cents personnes et eu des conséquences politiques profondes pour les deux pays - seraient à la fois de valeur historique et d'intérêt public”. <https://www.lrb.co.uk/contributors/grace-livingstone>

Australie/Timor Leste. Le sénateur australien Rex Patrick a demandé au Tribunal d'appel administratif d'ordonner “la publication de documents du cabinet auparavant secrets sur les relations de l'Australie avec le Timor-Leste à la suite de son vote d'indépendance de 1999”, a rapporté le *Guardian Australia*. Un ancien officier du département australien des affaires étrangères a déposé auprès du Tribunal une “note manuscrite contemporaine” qu'il a faite d'une conversation privée de 2020 avec le ministre australien des Affaires étrangères dans laquelle le ministre a fait des remarques que l'officier a interprétées comme confirmant que l'Australie avait mis les bureaux sur écoute et salles de réunion des responsables timorais. Pour une partie du contexte approfondi, voir *Nouvelles GADH*, Juin et Octobre 2021. <https://www.theguardian.com/australia-news/2022/feb/09/alexander-downer-called-timor-leste-an-open-book-for-australia-in-2000-tribunal-hears>

Belgique/Burundi, Congo, Rwanda. Le rapport initial du groupe d'experts de dix membres de la Commission spéciale belge sur le passé colonial a été publié en octobre 2021. En janvier 2022, deux des experts ont participé à un débat public sur le rapport. Réfléchissant à la possibilité que la Commission obtienne des résultats concrets, ils ont déclaré qu'un “mauvais signe” est “l'accès partiel et conditionnel aux archives coloniales”, dont certaines sont encore classées. “Les chercheurs belges peuvent obtenir une dérogation pour avoir accès aux documents classifiés, mais pas les chercheurs congolais, rwandais ou burundais”. Pour le contexte, voir *Nouvelles GADH*, Novembre 2021. <https://www.justiceinfo.net/en/87109-belgium-colonial-past-commission-stalls.html>

El Salvador/Nicaragua. El Salvador, le Honduras et le Nicaragua ont tous des ports dans le golfe de Fonseca de l'océan Pacifique. Le Nicaragua et le Honduras ont signé un traité en octobre 2021 définissant leurs frontières nationales dans le Golfe. Les 4 et 5 février, des navires militaires salvadoriens sont entrés dans l'espace maritime revendiqué par le Nicaragua. Le Nicaragua a déclaré “avant les actions hostiles menées par El Salvador, il n'y avait aucun document dans lequel El Salvador revendiquait la souveraineté sur ces espaces, ni aucune trace indiquant qu'il est entré dans cette zone comme il le fait actuellement”, a rapporté teleSUR. https://www.telesurenglish.net/news/Salvadoran-Armed-Ships-Enter-Nicaraguan-Maritime-Space-20220207-0006.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=7

Allemagne/Syrie. Le Centre syrien de justice et de responsabilité a publié son premier rapport d'observation des procès, détaillant le premier jour, le 19 janvier, du procès d'Alaa M. à Francfort, en Allemagne. Des documents “sur la carrière de M. en Syrie ainsi que des documents personnels” ont été introduits ; le rapport de suivi contient un résumé de chacun. Pour le contexte, voir *Nouvelles GADH*, janvier 2022. https://syriaaccountability.org/updates/2022/02/24/inside-the-alaa-m-trial-the-first-day-of-proceedings/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=4171229ef5-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-4171229ef5-90540617

Indonésie/Pays-Bas. Un nouveau rapport sur la guerre d'indépendance indonésienne des années 1940, commandé par l'État néerlandais et réalisé par l'Institut royal néerlandais d'études sur l'Asie du Sud-Est et les Caraïbes (KITLV), l'Institut néerlandais d'histoire militaire et l'Institut d'études sur la guerre, l'Holocauste et le génocide (NIOD), a été publié. Il s'agit du premier volume de “synthèse” suivi de 14

autres sur les résultats de recherches menées par des chercheurs universitaires aux Pays-Bas et en Indonésie. Lors d'une conférence de presse, le directeur du NIOD a déclaré que pendant la guerre "les forces armées néerlandaises ont utilisé une violence extrême excessive de manière structurelle" et que "les responsables politiques, ainsi que les autorités militaires, civiles et judiciaires, ont toléré ou toléré cette violence". <https://ind45-50.nl/en/results>; <https://ind45-50.nl/index.php/en>; https://www.justiceinfo.net/en/87836-indonesia-dutch-colonisation-in-rosy-terms.html?mc_cid=b75989fd83&mc_eid=cac5f32aeb

Irak/Koweït. La commission de l'ONU "mise en place pour obtenir des réparations de l'Irak suite à l'invasion du Koweït par ce pays en 1990 a présenté son rapport final ... après avoir versé 52,4 millions de dollars » au Koweït, a rapporté l'*AFP*. Les bénéficiaires des réparations comprenaient "des particuliers, des entreprises, des organisations gouvernementales et d'autres groupes qui ont subi des pertes ». Les réclamations au nombre de 2,7 millions visaient 352 milliards de dollars. <https://www.france24.com/en/live-news/20220209-un-panel-wraps-up-after-iraq-pays-52-4-bn-for-kuwait-invasion>

Japon/Corée du Sud. Le Japon a annoncé qu'il demanderait le statut de patrimoine mondial de l'UNESCO pour trois mines d'or sur l'île de Sado, de 1603 à 1867, a rapporté le *New York Times*. La Corée du Sud a immédiatement protesté, notant que pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque la Corée était sous la domination coloniale japonaise, les Coréens ont été enrôlés pour travailler dans les mines. "Les archives conservées par le gouvernement japonais et Mitsubishi, qui a acheté l'une des mines de Sado au gouvernement en 1896, montrent qu'au moins 1 500 travailleurs ont été amenés de la péninsule coréenne pour travailler dans les mines entre 1940 et 1945, selon Yasuto Takeuchi, un historien japonais qui a publié ... sur le travail coréen en temps de guerre". <https://bdnews24.com/world/asia-pacific/2022/02/22/japan-wants-to-showcase-gold-mines-history.-just-not-all-of-it>

Guerre au Moyen-Orient. Le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) a publié un rapport sur les violations les plus notables de l'EI contre la société syrienne depuis 2013. Il a déclaré que le rapport s'appuie principalement sur sa surveillance quotidienne continue et la documentation des violations, notant : "Contrairement aux autres parties au conflit, L'État islamique n'a pas souhaité dissimuler ses crimes mais les a plutôt affichés, les membres de l'État islamique enregistrant soigneusement leurs atrocités pour le montrer au public comme un moyen d'indigner, de terroriser et d'intimider ses opposants et la société dans son ensemble". Le rapport se concentre sur les 8 684 personnes disparues de force par l'État islamique et toujours portées disparues et utilise 10 cas comme exemples. Il comprend des copies remarquables des documents de "ratification des peines » de l'État islamique. <https://sn4hr.org/blog/2022/02/10/57313/>

Les États-Unis ont annoncé que les forces américaines ont attaqué une maison à Atmeh, en Syrie, près de la frontière avec la Turquie et ont tué le chef de l'État islamique Abu Ibrahim al-Hashimi al-Qurayshi. Un porte-parole du département américain de la Défense a déclaré que les troupes n'avaient fait aucun prisonnier et qu'elles n'avaient pas emporté le corps, mais, selon le *New York Times*, elles "ont collecté des matériaux tels que des téléphones portables et des disques durs d'ordinateurs - comme il est d'usage dans ce type d'opération - que les analystes examineront à la recherche d'indices sur la lutte contre ISIS". "Dans les vidéos prises après le raid qui ont été confirmées par le Washington Post, les restes d'au moins cinq enfants sont visibles". <https://www.nytimes.com/2022/02/03/world/middleeast/isis-raid-idlib-qurayshi.html>; https://www.washingtonpost.com/world/2022/02/10/syria-isis-raid-civilian-casualties/?utm_source=rss&utm_medium=referral&utm_campaign=wp_world-middle-east

Népal/Arabie Saoudite. Au moins 2280 travailleurs migrants népalais sont morts en Arabie saoudite au cours de la décennie se terminant le 15 juillet 2021, selon la Commission népalaise de l'emploi à l'étranger (FEB). Cependant, l'ONG *MigrantRights* a rapporté : "Le nombre réel de décès est probablement plus élevé puisque les données de la FEB n'incluent que ceux dont les familles ont reçu une indemnisation après le décès. Et, pour obtenir une indemnisation, un travailleur doit être décédé pendant la durée du contrat. Leurs données n'incluent pas non plus les décès de travailleurs sans papiers ou ceux qui ont migré via des canaux irréguliers. Cela signifie non seulement que les décès sont sous-déclarés, mais aussi que des milliers de personnes à charge se retrouvent dans le désespoir financier". <https://www.migrant-rights.org/2022/02/a-death-a-day-nepali-workers-in-saudi/>

Roumanie/Russie. Le ministre roumain des Affaires étrangères a déclaré que “la Roumanie veut reprendre les négociations sur le trésor qu'elle a envoyé à Moscou pour être gardé pendant la Première Guerre mondiale du 12 au 14 décembre 1916 et qui n'a jamais été restitué”, a rapporté *BIRN*. Le matériel comprenait “près de 94 tonnes de pièces d'or, de bijoux et d'objets d'art” et “des documents d'archives et autres papiers” chargés dans 1 738 cartons. En 1935, l'Union soviétique “a rendu 1 443 boîtes aux scellés brisés, remplies d'archives anciennes, de documents et de papiers, de livres rares et d'objets religieux, mais pas l'or”. <https://balkaninsight.com/2022/02/07/romania-wants-new-talks-with-russia-on-unreturned-gold/>

Russie/Républiques de l'ex-URSS. Trois semaines avant que la Russie n'envahisse l'Ukraine, *Euromaidan Press* a publié un article “La centralisation des archives par Staline laisse les États post-soviétiques sans sources clés sur leur histoire”. Un ordre du 5 septembre 1924 signé par Staline et conservé dans les archives présidentielles du Kazakhstan exigeait que “les cadres du Kazakhstan et vraisemblablement de toutes les autres républiques et régions de l'URSS renvoient au centre tout document ayant la moindre importance politique et n'en conservent aucune copie de peur qu'ils ne soient en mesure de contester les changements dans les politiques du centre à leur égard. Si les archives de Moscou étaient ouvertes, cela pourrait maintenant être un problème ; mais sous Vladimir Poutine, de plus en plus d'archives du centre sont fermées aux chercheurs. Cela a des conséquences politiques, et le document de Staline récemment publié montre que le dictateur soviétique en était très conscient dès le début”. <https://euromaidanpress.com/2022/02/03/stalins-centralization-of-archives-leaves-post-soviet-states-without-key-sources-on-their-histories/>

Russie/Syrie. L'ancien mercenaire Marat Gabidullin a publié un mémoire, “le premier récit publié de combats pour le groupe secret de mercenaires russes Wagner”, décrivant sa participation pendant “trois ans de la campagne syrienne de Wagner”, a rapporté le *Guardian*. “Créé en 2014 pour soutenir les séparatistes pro-russes dans l'est de l'Ukraine, Wagner serait financé par Yevgeny Prigozhin, un puissant homme d'affaires étroitement lié à Vladimir Poutine qui a fait face à des sanctions occidentales. Depuis la création de l'entreprise, elle est entourée de mystère. Sur le papier, l'entreprise n'existe pas, sans enregistrement de société, déclaration de revenus ou organigramme à trouver”. <https://www.theguardian.com/world/2022/feb/10/marat-gabidullin-russian-mercenary-wagner>

Russie/Ukraine. Les reportages des médias sur la guerre en Ukraine sont bien trop nombreux pour être rapportés individuellement. Voici des articles sur Google désactivant les fonctionnalités des cartes qui montrent les conditions de circulation en Ukraine, des archivistes essayant de sauver des sites Web par “exploration fondée sur les événements” et des “déTECTIVES du Web” documentant le conflit à l'aide de renseignements open source. <https://news.trust.org/item/20220225154528-i20pw/> ; [https://www.vice.com/en/article/4awbnd/ukrainian-websites-are-going-dark-archivists-are-trying-to-save-them?fbclid=IwAR0Vi87MMrnzTlnN5_zXl_dQGbXjoTg8XhVNr0mTGST2RN_oo5qa2b1jse0](https://www.vice.com/en/article/4awbnd/ukrainian-websites-are-going-dark-archivists-are-trying-to-save-them?fbclid=IwAR0Vi87MMrnzTlnN5_zXl_dQGbXjoTg8XhVNr0mTGST2RN_oo5qa2b1jse0;) ; https://www.vice.com/en/article/5dgjka/google-maps-ukraine-live-traffic-russia-invasion?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=220228 ; <https://www.bellingcat.com/category/news/>

Nouvelles nationales.

Albanie. Le chef de la police d'État et le président de l'Autorité pour l'Information relative aux documents de l'Ancienne Sécurité d'État ont signé un accord de coopération “ayant pour but d'accélérer les efforts pour trouver les milliers de personnes portées disparues durant le régime répressif communiste d'Albanie, a rapporté *BIRN*. <https://balkaninsight.com/2022/02/03/albanian-officials-agree-to-cooperate-to-find-communist-era-missing/>

Algérie. Dans un essai publié dans *Academia Letters*, deux chercheurs ont déclaré : “Bien que les taux d'homicides, la densité des prisons et la détention provisoire soient restés statiques, diverses sources de données soutiennent un manque d'informations, de transparence et de clarté concernant les conditions carcérales réelles ... Il n'y a pas de records ouverts cohérents ou des statistiques annuelles”. https://www.academia.edu/s/09b9150cdc?source=ai_email

Argentine. En 1924, la police a réprimé une manifestation des peuples autochtones dans le territoire du Chaco, connue aujourd'hui sous le nom de Massacre de Napalpi. Au moins 400 personnes ont été tuées, dont 90 % étaient autochtones. Un tribunal fédéral va maintenant entendre une affaire, portée par

Instituto del Aborigen Caqueno et le Secrétariat des droits de l'homme du Chaco, sur le massacre en tant que crime contre l'humanité. Les chercheurs présenteront des documents de *l'Archivo General de la Nacion*, des records audiovisuels et des témoignages de membres de la communauté.

https://www.fiscales.gob.ar/lesa-humanidad/resistencia-este-jueves-realizaran-una-audiencia-preliminar-al-juicio-por-la-verdad-para-la-masacre-de-napalpi/?fbclid=IwAR0HclQzErcTF_qsGr21KQJ_vMYZLYDUgaBZEynfwu0aMCwOJtR8MioKHi#0

Australie. Le *Central Land Council (CLC)* est un organisme statutaire créé en vertu de la Loi sur les droits fonciers des Autochtones (Territoires du Nord) pour administrer diverses affaires autochtones. Le CTC a demandé à la Cour suprême d'annuler une décision du ministre de la Famille des Territoires du Nord de délivrer une licence à la société chinoise *Fortune Agribusiness* pour 30 ans d'utilisation des eaux souterraines pour un projet de fruits et légumes de 3500 hectares. La plainte a fait valoir que la décision “ne tenait pas compte des droits culturels des aborigènes à l'eau” et que “le gouvernement manquait de données suffisantes sur les aquifères pour procéder à une allocation d'eau aussi importante”, a rapporté le *Guardian Australia*. https://www.theguardian.com/australia-news/2022/feb/16/traditional-owners-launch-legal-challenge-against-nts-largest-groundwater-extraction-licence?CMP=Share_iOSApp_Other

Brésil. Dans une “décision sans précédent”, un juge fédéral a décidé que les parties des pages du rapport final de la Commission nationale de la vérité (*Comissao Nacional de Verdade*) qui mentionnent Olinto de Sousa Ferraz, un ancien colonel de la police militaire, doivent être restreintes bien que précédemment ouvert. Les archives nationales détiennent le rapport et restreignent les informations, qui citent l'ancien colonel parmi les agents de “graves violations des droits de l'homme”, a rapporté *Giro da Arquivo*. La décision est contraire à la loi brésilienne sur l'accès à l'information qui stipule que l'information ne peut pas être restreinte si cette information est nécessaire pour découvrir des faits historiques importants. Merci à Vitor Fonseca pour l'information. <https://medium.com/girodaarquivo/justi%C3%A7a-determina-anonimiza%C3%A7%C3%A3o-de-partes-do-relat%C3%B3rio-da-comiss%C3%A3o-nacional-da-verdade-6cb3ec929f8c>

Des chercheurs de l'ONG *Instituto Centro de Vida*, de Greenpeace et du *Bureau of Investigative Journalism* “ont examiné les données satellitaires des terres où le soja était cultivé dans l'État du Mato Grosso ... qui produit plus de soja que partout ailleurs au Brésil”. Ils ont constaté que bien qu'un “moratoire sur le soja amazonien” de 2006 interdisant la vente de soja cultivé sur des terres déboisées après 2008 soit toujours en vigueur, la déforestation s'est poursuivie, les agriculteurs abattant simplement des arbres pour planter d'autres cultures, a rapporté le *Guardian*. <https://www.theguardian.com/environment/2022/feb/10/loophole-allowing-for-deforestation-on-soya-farms-in-brazils-amazon>

Cameroun. L'ONG *International Crisis Group* a publié un rapport sur le rôle des femmes dans le conflit anglophone au Cameroun. “Des années de combats entre les séparatistes et l'État au Cameroun ont durement touché les femmes, en déracinant des centaines de milliers”, et de nombreuses femmes et enfants déplacés “ont perdu leurs papiers d'état civil ou leurs moyens de subsistance”. Il a exhorté le gouvernement, entre autres mesures, à accélérer “les efforts visant à réémettre les documents d'identité et autres documents civils importants que les personnes déplacées ont perdus pendant le conflit”. <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/307-rebels-victims-peacebuilders-women-camerouns-anglophone-conflict>

Human Rights Watch a déclaré que “Des soldats camerounais ont tué au moins huit personnes et incendié des dizaines de maisons et de magasins lors de trois opérations militaires distinctes dans la région anglophone du Nord-Ouest en décembre 2021”. HRW a fondé sa déclaration sur des entretiens, “des images satellite montrant plus de 35 bâtiments touchés par un incendie ... 19 vidéos partagées directement avec les chercheurs de *Human Rights Watch* et publiées sur les plateformes de médias sociaux”, factures d'hôpital et photographies. <https://www.hrw.org/news/2022/02/03/cameroon-soldiers-rampage-north-west-region#>

Canada. *CIC News*, un site Web non gouvernemental d'information sur l'immigration, a publié une explication claire de la manière dont le gouvernement utilise les informations personnelles sur les demandes d'immigration recueillies aux frontières. https://www.cicnews.com/2022/02/how-canada-uses-personal-information-collected-at-the-border-on-immigration-applications-0221720.html?utm_source=ICA+Members+and+contacts+Newsletter&utm_campaign=36b50923be-EMAIL_Newsletter_FEB_2022&utm_medium=email&utm_term=0_84a7f06290-36b50923be-225732189#gs.q9twji

Chili. Le bâtiment de l'Institut national des droits de l'homme (INDH) à Santiago, où sont conservés les records de la Commission Valech (Commission nationale sur l'emprisonnement politique et la torture), a été occupé à l'été 2021 par des étudiants et des groupes sociaux. Les offres de dialogue pour mettre fin au sit-in ont échoué. *La Tercera* a rapporté que le 18 février, la Cour des comptes (*Contraloría*) a ordonné à l'INDH de reprendre le contrôle du bâtiment dans les 30 jours. L'article n'abordait pas le sort des archives pendant l'occupation. Merci à Antonio Gonzalez Quintana pour le lien.

<https://www.latercera.com/la-tercera-pm/noticia/menoscaba-la-proteccion-de-los-ddhh-bermudez-le-da-30-dias-al-indh-para-recuperar-su-sede-tras-ocho-meses-de-toma/F4IO5SVARRBW3JBFRMI326F56I/>

Chine. Un blogueur “qui essayait de solliciter des dons pour les familles rurales pauvres” a publié une vidéo d'une femme enchaînée dans un petit hangar dans un village de la province du Yunnan, a expliqué *AP*, et la vidéo “a provoqué l'indignation et la frustration nationales”. L'enquête a révélé qu'elle avait été victime de la traite à plusieurs reprises, qu'elle avait apparemment huit enfants et que sa “licence de mariage, qui a été présentée par une ancienne journaliste d'investigation sur la plateforme de médias sociaux Weibo”, avait également sa date de naissance (fournie par son mari) incorrecte. Le mari et un trafiquant ont été emprisonnés, un certain nombre d'autres personnes ont été arrêtées et des fonctionnaires de niveau inférieur ont été licenciés pour abus. <https://abcnews.go.com/International/wireStory/chinas-investigation-confirms-chained-woman-trafficked-83058306>

Colombie. La Cour constitutionnelle “a statué que les personnes devraient pouvoir faire enregistrer leur sexe comme non binaire, plutôt que masculin ou féminin, sur les documents d'identité officiels”, a rapporté l'AFP. “Selon le département national des statistiques, 1,8 % des 36 millions d'adultes colombiens s'identifient comme membres de la communauté LGBTQ”. <https://www.barrons.com/news/colombian-court-rules-for-official-non-binary-gender-01646162707?tesla=y>

Costa Rica. Le procureur général a demandé à la Cour suprême de lever l'immunité du président Carlos Alvarado afin qu'il puisse être poursuivi pour la collecte non autorisée d'informations personnelles sur des citoyens, a rapporté *AP*. “Les procureurs allèguent qu'Alvarado a abusé de son autorité en créant l'Unité présidentielle d'analyse des données” qui “a recherché des informations restreintes auprès de diverses agences gouvernementales”, telles que les revenus personnels et les dossiers médicaux”, sans adopter de loi spéciale pour demander ces informations. <https://www.thestar.com/news/world/americas/2022/02/03/costa-rica-prosecutors-seek-lifting-of-presidents-immunity.html?rf>

Éthiopie. L'ONG *Legal Action Worldwide* a soumis une plainte à la Commission Africaine sur les droits des hommes et des peuples, alléguant que “depuis que le conflit avec le Front de libération du peuple du Tigré a éclaté en novembre 2020, les forces fédérales en Éthiopie ont commis des violations généralisées des droits de l'homme, a rapporté le *Guardian*. “Dans un communiqué, les avocats ont déclaré que les allégations étaient fondées sur le témoignage de victimes tigréennes qui ne pouvaient pas être répertoriées comme plaignantes par crainte de représailles du gouvernement”. <https://www.theguardian.com/global-development/2022/feb/08/ethiopia-human-rights-abuses-possible-war-crimes-tigray>

Amnesty International a publié “Éthiopie : meurtres sommaires, viols et pillages par les forces tigréennes à Amhara”. Il a déclaré: “Des combattants affiliés au Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) ont délibérément tué des dizaines de personnes, violé collectivement des dizaines de femmes et de filles - certaines n'avaient que 14 ans - et pillé des biens privés et publics dans deux zones de la région d'Amhara, dans le nord de l'Éthiopie ... Les atrocités ont été perpétrées dans et autour de Chenna et Kobo fin août et début septembre 2021, peu de temps après que les forces tigréennes ont pris le contrôle des zones en juillet. Le rapport est fondé sur des entretiens, des images satellite “montrant des zones perturbées correspondant à de nouveaux lieux de sépulture” et des dommages causés à des écoles et à un hôpital, des médias sociaux et des publications de médias locaux et internationaux.

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/02/ethiopia-tigrayan-forces-murder-rape-and-pillage-in-attacks-on-civilians-in-amhara-towns/>

Guatemala. La loi sur les ONG obligeant toutes les ONG à s'enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur selon des catégories prédéterminées est entrée en vigueur le 2 février. La Commission des droits de l'homme du Guatemala, basée aux États-Unis, a expliqué qu'“il n'y a pas de catégorie d'enregistrement pour les organisations dont le rôle principal est de faire rapport ou de défendre les droits de l'homme. De plus, en vertu de la loi, toute organisation réputée “troubler l'ordre public” perdra sa personnalité juridique et ses employés seront interdits de travail dans le secteur associatif pendant

deux ans. Ce qui constitue une “altération de l'ordre public n'est cependant pas défini et est plutôt laissé à la discrétion du ministère de l'Intérieur”. On estime que 96 % des ONG ne se sont pas enregistrées en vertu des nouvelles directives. <https://ghrcusa.wordpress.com/2022/02/10/ngo-law-poses-major-threat-to-civil-society-as-organizations-face-closure/>

La Cour interaméricaine des droits de l'homme a entendu des arguments dans l'affaire de la communauté Maya Q'eqchi d'Agua Caliente Lote 9, qui “exige que le gouvernement guatémaltèque leur donne le titre de propriété de leurs terres et le droit de déterminer comment ses ressources naturelles sont exploité”, a rapporté *AP*. Selon le Congrès nord-américain sur l'Amérique latine (NACLA), un “titre provisoire” a été délivré en 1985 pour les terres “et la communauté a commencé à verser des paiements au gouvernement guatémaltèque. Mais ensuite, au milieu de la brutale guerre civile soutenue par les États-Unis au Guatemala, les registres de la propriété foncière d'Agua Caliente ont disparu, selon le *Indian Law Resource Center*. La documentation officielle cruciale pour que l'agence des titres fonciers puisse mener à bien le processus a été découpée dans un livre d'enregistrement”. En 2011, la Cour constitutionnelle du Guatemala “a reconnu les droits fonciers collectifs de la communauté Q'eqchi” et “a ordonné au gouvernement guatémaltèque de remplacer les documents d'enregistrement manquants et de délivrer des titres fonciers aux habitants d'Agua Caliente”. Le gouvernement n'a pas respecté la décision. <https://www.nbcnews.com/news/latino/guatemalas-indigenous-mayan-community-testifies-human-rights-court-rcna15715>; <https://nacla.org/guatemala-maya-land-rights-court?emci=1a2465b7-ae8d-ec11-a507-281878b83d8a&emdi=4edda043-b38d-ec11-a507-281878b83d8a&ceid=4606001>

Haïti. *BuzzFeed News* a publié un rapport d'enquête sur les orphelinats d'Haïti, constatant qu’“environ 85 % des orphelinats ne sont pas enregistrés auprès de l'État, et la plupart des enfants qui s'y trouvent ne sont techniquement pas orphelins - 4 sur 5 ont un parent vivant, selon une étude de Lumos”, une ONG basée à Londres. *BuzzFeed News* a visité sept orphelinats en décembre, a mené des entretiens et “analysé des documents officiels et des rapports financiers”, et a découvert que “certaines installations ont attiré des millions de dollars en dons ... mais les conditions sur le terrain ne répondent souvent pas aux normes de l'État. Un examen de 2018 par des représentants du gouvernement avait 307 des 576 orphelinats “signalés pour abus physiques ou sexuels, selon des documents gouvernementaux ... Depuis 2019, l'État en a fermé quatre”. <https://www.buzzfeednews.com/article/karlazabludovsky/missionaries-orphanages-haiti>

Honduras. Les ministres des affaires étrangères et des droits de l'homme ont annoncé que “la Commission interaméricaine des droits de l'homme . . . acceptent d'enquêter sur l'État hondurien pour son implication dans le coup d'État contre le président Manuel Zelaya (2006-2009) », a rapporté *teleSUR*. Ce coup d'État a fait l'objet d'une enquête de la commission vérité hondurienne. https://www.telesurenglish.net/news/IACHR-To-Investigate-Honduran-States-Involvement-In-2009-Coup--20220209-0002.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12

Les Nations Unies “ont confirmé la demande du président Xiomara Castro d'installer la Commission internationale contre l'impunité (CICIH) dans le cadre de la lutte contre la corruption”, a rapporté *teleSUR*. Un précédent effort anti-corruption, MACCIH, par l'Organisation des États américains, a quitté le pays en 2020 lorsque son mandat n'a pas été renouvelé par le Honduras. <https://www.telesurenglish.net/news/Intl-Commission-Against-Impunity-to-Be-Installed-in-Honduras-20220226-0008.html>

Inde. *The Nation* a publié un article sur l'utilisation des lois antiterroristes indiennes pour faire taire les journalistes au Jammu-et-Cachemire. Une universitaire cachemirienne a déclaré qu'elle craignait que cela “affecte le dossier public de la violence d'État”, ajoutant que les “souvenirs personnels” pourraient ne pas “survivre aux souvenirs publics”. Un autre universitaire “qui a beaucoup travaillé dans les archives du Cachemire”, a déclaré au journaliste : “Depuis 2019, les histoires du Cachemire se sont éclaircies. Au cours des trois dernières années, il y a eu un effacement et une suppression complets de nos voix. . . Cela va être un trou noir dans notre mémoire politique et dans les archives. Si tout le monde est réduit au silence et qu'il n'y a pas de reportage, nous allons être confrontés à une situation où nous n'aurons aucun compte rendu de cette période”. https://www.thenation.com/article/world/fahad-shah-kashmir-press-freedom-india/?custno=&zip=20002&utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=Weekly%2025.02.2022%20%28take%20%29&utm_term=weekly

Le Secrétariat d'État en Assam a lancé un projet “pour nettoyer le Secrétariat d'État. Des milliers de dossiers vieux de quarante ans gisaient en tas au Secrétariat. Jusqu'à aujourd'hui [18 février], 677

personnes ont demandé la suppression de leurs dossiers en attente;” après cela, “tous les anciens fichiers qui n'ont aucune pertinence iront aux archives de l'État”, a déclaré *The Sentinel*. Regardez la photo accompagnant l'article pour avoir une idée du problème. <https://www.sentinelassam.com/topheadlines/all-old-files-that-have-no-relevance-will-go-to-archive-579002?fbclid=IwAR3K5DDW5RJ04b1TLXKrqTsTsgZOqRYBbGoFQM86-m4MKXHIX33iVar25x8>

Israël. Le gouvernement a déclaré qu'il mettrait en place une commission d'enquête “pour examiner les rapports selon lesquels la police aurait utilisé des logiciels espions fabriqués par le groupe NSO pour pirater les téléphones de personnalités publiques israéliennes sans autorisation”, a rapporté *BBC News*. Le ministre de la Sécurité publique a déclaré qu'un juge à la retraite dirigera la commission qui “conduira une enquête approfondie sur les violations des droits civils et de la vie privée au cours des années en question”. <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-60287161>

Amnesty International a publié un rapport majeur, “L'apartheid d'Israël contre les Palestiniens : système cruel de domination et crime contre l'humanité”, fruit d'une recherche entre juillet 2017 et novembre 2021. En plus des entretiens, “Amnesty International a analysé en profondeur la législation, la réglementation, les ordres militaires, les directives des institutions gouvernementales et les déclarations du gouvernement israélien et des responsables militaires. Il a examiné d'autres documents du gouvernement israélien, tels que des documents et des plans de planification et de zonage, des budgets et des statistiques, des archives parlementaires israéliennes et des jugements de tribunaux israéliens. Il a également examiné les rapports et statistiques pertinents publiés par les autorités palestiniennes”. <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/5141/2022/en/>

Liban. La Fondation Lokman Slim a été lancée à Beyrouth le 3 février, un an après son assassinat. “Son objectif est de documenter et d'analyser les assassinats politiques, notamment au Liban mais aussi dans les pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, qui sont en proie depuis l'indépendance à des conflits armés et à des crises politiques causant de graves violences aux civils”. <https://www.justiceinfo.net/en/87214-lebanon-lokman-slim-foundation-keep-memory-political-assassinations.html>

Mexique. La loi sur la protection du patrimoine culturel des peuples et communautés autochtones et afro-mexicains est entrée en vigueur en janvier. Il “accorde aux communautés autochtones et afro-mexicaines le pouvoir d'accorder des licences temporaires aux entreprises pour utiliser leurs conceptions et être payées pour cela”, mais, a souligné *The Verge*, il ne définit pas qui compose la communauté qui peut autoriser l'utilisation ou qu'est-ce que le “patrimoine culturel” protégé ? Le gouvernement doit créer un Registre national du patrimoine culturel et peut poursuivre le vol d'une œuvre culturelle, comme les maisons de couture utilisant des motifs autochtones dans les vêtements. <https://www.theverge.com/22924327/mexico-cultural-appropriation-law-indigenous-and-afro-mexican-communities>

“Dans une vidéo apparemment filmée par un habitant de la ville de San Jose de Gracia dans l'État occidental de Michoacan et publiée sur les réseaux sociaux”, une douzaine d'hommes sont “vus alignés contre un mur par des hommes armés du cartel de la drogue” mais après avoir montré des coups de feu et fumer la caméra “coupe”, a rapporté le *Guardian*. “D'autres vidéos publiées sur les réseaux sociaux montraient deux ou trois corps jetés dans une camionnette”. Les procureurs ont déclaré que les assaillants avaient emporté les corps afin qu'ils ne sachent pas combien de personnes avaient été tuées, laissant les vidéos comme preuve ambiguë. <https://www.theguardian.com/world/2022/feb/28/mexico-men-disappeared-drug-cartel>

Maroc. Dans une interview accordée à *Africa is a Country*, deux organisatrices de la plateforme féministe *Tanit* ont évoqué le projet de constitution d'archives de la communauté LBGTQI+ au Maroc. Parmi les citations : “Dans un contexte comme le Maroc, constituer une archive sur la communauté LGBT est une activité militante ... l'archivage des violations des droits de l'homme contribue à la visibilité internationale de ce que le gouvernement fait à notre communauté. Cela met la pression sur le gouvernement pour qu'il change”. “L'archivage est aussi une façon d'écrire notre propre histoire”. “Nous prévoyons en fait deux types d'archives. Il y a l'archive qui n'est pas encore sûre à partager publiquement. Et puis il y a les archives que nous partagerons publiquement sur notre site Web”. <https://africasacountry.com/2022/02/our-history-is-here>

Myanmar. L'ONG *Fortify Rights* a publié un “rapport éclair” fournissant “des preuves de crimes supplémentaires d'atrocités de masse commis par l'armée du Myanmar contre des civils dans l'État de

Karenni entre mai 2021 et janvier 2022”. Alors qu'il s'appuyait principalement sur ses propres entretiens, il a noté que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés “comptait 91 900 personnes déplacées dans l'État Karenni et 56 200 dans le sud de l'État Shan voisin au 31 janvier 2022, tandis qu'un réseau d'organisations de la société civile Kerenni a noté plus de 170 000 civils déplacés dans l'État Karenni depuis le coup d'État, une partie importante de la population estimée de l'État à 300 000 personnes”.

<https://www.fortifyrights.org/downloads/Ongoing%20War%20Crimes%20in%20Karenni%20%28Kavah%29%20State%2C%20Myanmar%20-%20Fortify%20Rights%20Flash%20Report%20-%20EN.pdf>

Népal. La Commission d'enquête sur les personnes disparues forcées fournira une aide économique de 1 million de roupies à chacun des “93 plus proches parents des personnes identifiées comme disparues” pendant le conflit armé du 13 février 1996 au 21 novembre 2006, a rapporté *The Himalayan Times*. La Commission a reçu 3 243 plaintes; sur la base de celles-ci, la Commission estime que 2 513 personnes ont disparu. <https://thehimalayantimes.com/nepal/govt-to-provide-relief-for-kin-of-disappeared-conflict-victims>

Nicaragua. Dans une vaste série d'“annulations” d'universités et d'ONG, que le *Washington Post* a qualifiées d'“attaque contre la dissidence”, le 2 février, l'Assemblée nationale a annulé le statut juridique de 5 universités et 11 ONG “pour avoir prétendument enfreint les normes de transparence ; Le 15 février a annulé [le] statut de six autres ONG et le 16 février de six NRO internationales, le 23 février a annulé les licences de deux autres universités”, a rapporté *CrisisWatch*. Le 7 février, l'Assemblée nationale a “approuvé la création de trois universités d'État à partir des actifs d'universités annulées” et le 3 février, le ministère de l'Intérieur a déclaré que sept programmes universitaires étrangers avaient été fermés. La directrice d'une ONG a expliqué à *CONFIDENCIAL* que le gouvernement avait rejeté les documents qu'elle offrait pour se conformer à l'obligation de rendre compte, notamment “les états financiers, le détail des recettes et des dépenses, le détail des dépenses, le détail des dons, les livres comptables, les livres de procès-verbal et la liste des membres du conseil d'administration”.

<https://www.washingtonpost.com/world/2022/02/03/nicaragua-ortega-closes-universities/>; <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>;
https://www.confidencial.com.ni/politica/gobernacion-rechazo-documentos-al-cancelado-movimiento-maria-elena-cuadra/?utm_source=Bolet%C3%AADn+English+%7C+Confidencial&utm_campaign=4ac46596b1-EMAIL_CAMPAIGN_2022_02_16_12_28&utm_medium=email&utm_term=0_d131f928d8-4ac46596b1-294757785&mc_cid=4ac46596b1&mc_cid=7d3ed21533

La Commission interaméricaine des droits de l'homme a condamné les “graves violations du droit à une procédure régulière et du droit à la défense dans les procédures judiciaires des prisonniers politiques au Nicaragua”. Il a déclaré avoir “reçu des informations sur la manipulation de preuves pour incriminer l'accusé, ainsi que des accusations fondées sur des témoignages d'agents publics, des publications sur les réseaux sociaux et des activités de leadership politique, de protestation sociale ou de défense des droits de l'homme. Dans tous les cas, les représentants légaux ont dénoncé les obstacles à l'accès aux dossiers avant le procès, au contact avec les accusés et le refus de l'autorité judiciaire de traiter les requêtes et les appels”. <https://www-oas->
[org.translate.google/es/CIDH/jsForm/?File=/es/cidh/prensa/comunicados/2022/027.asp&x_tr_sl=auto&x_tr_tl=en&x_tr_hl=auto&x_tr_pto=op](https://www-oas-)

Pakistan. Le *Balochistan Post* a écrit que 48 cas de disparition lui avaient été signalés en dix jours à la suite de “doubles attaques contre les quartiers généraux du FC [Frontier Corps] à Panigur et Noshki par l'Armée de libération baloutche”. Ce ne sont que les disparitions qu'il a pu vérifier ; “le nombre réel de disparitions au cours [des] 10 derniers jours est beaucoup plus élevé”.

<https://thebalochistanpost.net/2022/02/enforced-disappearances-spike-in-balochistan-as-48-go-missing-in-10-days/#>

Pérou. La Commission interaméricaine des droits de l'homme a déclaré qu'elle “observe avec inquiétude les records officiels qui indiquent qu'en 2021, 140 833 cas de violence contre les femmes dans la famille ont été traités, ce qui ... représente une augmentation de 43 % par rapport à 2020. De même, il a été rapporté que de hauts responsables de l'État ont décrit les plaintes de violence familiale contre des agents publics comme des problèmes personnels”. [https://us6-campaign--archive-](https://us6-campaign--archive-com.translate.google/?u=af0b024f4f6c25b6530ff4c66&id=73c84ad2b5&e=bee49d752c&x_tr_sl=auto&x_tr_tl=en&x_tr_hl=auto)
[com.translate.google/?u=af0b024f4f6c25b6530ff4c66&id=73c84ad2b5&e=bee49d752c&x_tr_sl=auto&x_tr_tl=en&x_tr_hl=auto](https://us6-campaign--archive-com.translate.google/?u=af0b024f4f6c25b6530ff4c66&id=73c84ad2b5&e=bee49d752c&x_tr_sl=auto&x_tr_tl=en&x_tr_hl=auto)

Russie. Le 28 février, la Cour suprême a rejeté l'appel d'*International Memorial* contre l'ordre de fermeture. Ajoutant aux problèmes auxquels sont confrontés l'organisation *Memorial* et ses dirigeants, en décembre, un groupe appelé Vétérans de Russie a demandé aux procureurs de lancer une enquête

criminelle pour “réhabilitation du nazisme”, a rapporté le *Moscow Times*. Le procureur l'a fait et, en février, le chef du Centre des droits civils de Memorial, Yan Rachinsky, a été convoqué pour un interrogatoire par la police. “La “réhabilitation du nazisme” est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans en vertu de la loi russe”. <https://www.rferl.org/a/russia-memorial-shutdown-confirmed/31728086.html>; <https://www.themoscowtimes.com/2022/02/07/russia-probes-shuttered-rights-group-memorial-for-nazi-rehabilitation-reports-a76281>;
https://www.rferl-org.cdn.ampproject.org/v/s/www.rferl.org/amp/russia-memorial-investigation-veterans/31688180.html?amp_js_v=a6&gsa=1&usqp=mq331AQKKAFOArABIACAw%3D%3D#aoh=16443662536035&referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com&tf=From%20%251%24s&share=https%3A%2F%2F; <https://www.rferl.org%2Fa%2Frussia-memorial-investigation-veterans%2F31688180.html>

“Le service de renseignement extérieur (SVR) de la Fédération de Russie a annoncé qu'il déclassifierait les documents d'archives tout au long de 2022 pour coïncider avec les anniversaires historiques, selon le journal *Moskovsky Komsomolets* ... D'ici le 31 juillet, le ministère russe du Développement numérique, les Archives fédérales de l'État et l'Académie des sciences de Russie visent à achever la première phase de l'élaboration d'un plan conjoint visant à numériser une grande quantité de documents d'archives à l'aide de la technologie de l'intelligence artificielle”. <https://articles.historynet.com/russia-declassifies-archival-materials.htm>

Adam Delimkhanov, membre tchéchène de la Douma d'État russe, a publié une vidéo Instagram dans laquelle il “menaçait d'arracher la tête” à la famille d'un militant anti-torture dont la mère a été arrêtée et renvoyée de force” en Tchétchénie”, a déclaré le *Guardian*. Ramzan Kadyrov, chef du gouvernement régional de Tchétchénie, a ajouté sur Telegram : “Cette petite famille a une place qui les attend soit en prison, soit sous terre.” <https://www.theguardian.com/world/2022/feb/02/chechen-politician-adam-delimkhanov-death-threat-abubakar-yangulbayev-family>

Sierra Leone. “Depuis 2018, un projet de cartographie dirigé par le gouvernement et soutenu par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'organisation juridique internationale à but non lucratif Namati a été mené dans 24 communautés de trois régions de la Sierra Leone. Dans chacun d'eux, la taille, les limites et le titre de toutes les terres de ces villages ont été documentés”, a rapporté *Reasons to be Cheerful Newsletter*. Les partisans pensent que cela “aidera les communautés rurales à protéger leurs terres coutumières et autochtones - et les ressources naturelles qu'elles contiennent - contre les accapareurs de terres et les investisseurs étrangers exploités, ainsi qu'à prévenir les conflits locaux”. L'article n'explique pas qui détient les enregistrements de cartographie et de titrage. <https://reasonstobecheerful.world/mapping-the-future/>

Slovénie. Le président a présenté des excuses officielles “pour l'acte illégal d'effacement de 25 671 personnes du registre des résidents permanents” en 1992 après que la Slovénie a déclaré son indépendance de la Yougoslavie, a rapporté *BIRN*. L'effacement des “non-Slovènes”, qui a entraîné la perte du statut de résident, de l'assurance maladie et d'autres avantages, a été partiellement corrigé pour certains mais pas tous les “effacés” dans les années qui ont suivi. <https://balkaninsight.com/2022/02/24/president-to-apologise-for-injustice-to-slovenias-erased/>

Espagne. Les procureurs espagnols ont annoncé qu'ils enquêtaient sur 68 cas d'abus sexuels présumés de mineurs par le clergé et le personnel de l'Église catholique, a rapporté *Reuters*. L'Église a engagé un cabinet d'avocats pour “coordonner et auditer” sa propre enquête sur les accusations ; le cabinet a déclaré qu'il “conduirait et auditerait l'enquête gratuitement, en complément du travail des commissions mises en place au niveau du diocèse et d'autres enquêtes entamées ou prévues par les autorités espagnoles”. Pour le contexte, voir *Nouvelles GADH*, Janvier 2022. <https://www.reuters.com/world/europe/spains-church-seeks-add-credence-enquiry-alleged-child-abuse-2022-02-22/>

Suède. Les rapporteurs spéciaux des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et sur les droits de l'homme et l'environnement “ont exhorté la Suède à ne pas délivrer de licence pour une mine de fer dans la région de Gallok, patrie du peuple autochtone sami, affirmant que la mine à ciel ouvert générera de grandes quantités de pollution et de déchets toxiques et mettent en danger l'écosystème protégé, y compris la migration des rennes”. Les SR ont déclaré “qu'il n'y a pas eu suffisamment d'évaluation et de reconnaissance des dommages environnementaux que la mine causera”. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=28102&LangID=E>

Syrie. Le *Syria Justice and Accountability Center* a expliqué “pourquoi les exhumations des tombes syriennes peuvent attendre » : “Si les enquêteurs ouvrent des tombes sans savoir qui ils recherchent, il n'y aura pas d'identification. C'est pourquoi les enquêteurs doivent d'abord se concentrer sur les enquêtes contextuelles, en recueillant de la documentation sur le contexte plus large de chaque tombe et les crimes connexes, afin de construire des hypothèses concernant les victimes possibles à l'intérieur”.

https://syriaaccountability.org/updates/2022/02/17/why-exhumations-of-syrias-graves-can-wait/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=2a2edfc776-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-2a2edfc776-90540617

Le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) a marqué le 40e anniversaire du massacre de février 1982 dans la ville de Hama par le régime de Hafez al Assad, apparemment pour éliminer les membres des Frères musulmans dans la ville. “Le SNHR a recueilli des données confirmant qu'au moins 3 762 personnes de la ville de Hama ont été victimes de disparition forcée pendant le massacre, ainsi que des données sur les quelque 7 984 civils dont la mort a été confirmée. Entre-temps, des estimations informées indiquent qu'en réalité, entre 30 000 et 40 000 personnes ont été tuées dans ce massacre, en plus de quelque 17 000 autres étant classées comme personnes disparues”. L'ONU n'a pris aucune mesure à la suite du massacre, et le SNHR a exhorté l'ONU “à s'excuser auprès des victimes et de leurs familles pour son échec lamentable à ne pas documenter le massacre ou à ne pas condamner ses auteurs, et doit corriger cette omission honteuse en appelant les autorités syriennes à travail pour révéler le destin de ... citoyens de Hama victimes de disparition forcée depuis 1982”. <https://snhr.org/wp-content/uploads/2022/02/R220211E.pdf>

Royaume-Uni. Le groupe parlementaire multipartite sur la traite des Britanniques en Syrie a publié un rapport disant : “Les échecs systématiques des organismes publics britanniques ont permis à l'EI de faire le trafic de femmes et de filles britanniques vulnérables. En privant de nationalité les femmes britanniques détenues dans le nord-est de la Syrie ... et refusant de les rapatrier, le gouvernement britannique punit les victimes de la traite et les expose à de graves risques, notamment la mort, la torture et la nouvelle traite”. Les recherches de l'organisation de défense des droits humains *Reprieve* “suggèrent qu'au moins 63% des femmes britanniques actuellement détenues dans ... les camps ont fait l'objet d'un trafic. Au moins 44% ont été contraints par un partenaire masculin ou un parent. Parmi les détenus britanniques qui ne sont pas nés là-bas, près de la moitié étaient des enfants au moment du voyage en Syrie et sont donc probablement victimes de la traite”. <https://appgtraffickedbritons.org/findings-inquiry-into-trafficked-britons-in-syria/>

États-Unis. De nombreux médias ont rapporté la mauvaise gestion des archives présidentielles par l'ancien président Trump. Le droit de savoir, y compris la nécessité de conserver des archives pour permettre le droit de savoir, est impliqué. Pour des exemples de couverture et de réactions d'archivistes et d'historiens. <https://www2.archivists.org/news/2022/saa-letter-to-editors-ripped-up-government-records-and-the-critical-role-of-the-national-a>; <https://www.historians.org/news-and-advocacy/aha-advocacy/aha-statement-condemning-violations-of-presidential-records-act-february-2022>; <http://www.wsj.com/articles/national-archives-retrieves-15-boxes-of-documents-from-trump-11644267295>; <http://www.washingtonpost.com/politics/2022/02/07/what-is-presidential-records-act-how-did-trump-violate-it/>; <https://www.washingtonpost.com/outlook/2022/02/11/national-archives-trump-records-laws-reform/>; <https://www.washingtonpost.com/politics/2022/02/07/trump-records-mar-a-lago/>

Suite à la publication de documents de la CIA sur des “collections secrètes de grands ensembles de données qui, bien que collectées à des fins de renseignement étranger valables, peuvent contenir des informations accessoires concernant des personnes des États-Unis”, deux sénateurs ont demandé des informations sur “quel type de documents ont été collectés et le cadre légal de la collecte”.

<https://www.wyden.senate.gov/news/press-releases/wyden-and-heinrich-newly-declassified-documents-reveal-previously-secret-cia-bulk-collection-problems-with-cia-handling-of-americans-information>

Le FBI “a confirmé au *Washington Post* que l'agence disposait d'une licence pour utiliser le logiciel espion Pegasus de NSO et qu'elle avait testé les capacités du logiciel. Le Bureau insiste sur le fait que le logiciel, qui est capable d'infecter silencieusement les téléphones et d'accéder aux flux de caméra et de microphone, aux contacts, aux textes, etc., n'a jamais été utilisé “à l'appui d'une enquête”, mais le rapport du *Post* indique qu'il y a eu au moins des discussions au sein du FBI et du ministère de la Justice sur la façon dont le FBI pourrait procéder pour déployer le logiciel espion”, a rapporté *The Verge*.

<https://www.theverge.com/2022/2/2/22914854/fbi-nso-pegagus-tests-us-phone-numbers-legality>

La police a tué au moins 1 055 personnes dans tout le pays en 2021, le total le plus élevé depuis que le *Washington Post* a commencé à suivre les tirs mortels d'officiers en 2015.

<https://crimenewshub.com/police-shot-and-killed-roughly-1055-people-nationwide-in-2021/>

Le chef principal de la nation Cherokee, Chuck Hoskin, Jr., a déclaré à Axios “qu'il était mal pour les Cherokees de participer une fois à l'esclavage, et la tribu veut réparer l'histoire en reconnaissant les descendants noirs”. La Nation “recherche des histoires, des photographies et des souvenirs de familles” dans le cadre d'un projet d'histoire Cherokee Freedmen “pour développer un sens plus profond de l'expérience Freedmen” et l'intégrer à une exposition au *Cherokee National History Museum*.

<https://www.axios.com/cherokee-nation-black-descendants-slavery-63b74d3b-b23b-409b-8ecc-8e5e190a051e.html>

La pollution des bases militaires par les produits chimiques utilisés par l'armée a conduit AP à enquêter sur la relation entre les substances toxiques utilisées et les problèmes de santé ultérieurs des personnes stationnées sur les bases. En se concentrant sur la contamination de la base désormais fermée de Fort Ord, en Californie, AP “a examiné des milliers de pages de documents” et a interrogé des anciens combattants, des scientifiques militaires, médicaux et environnementaux. “L'examen par l'AP des documents publics montre que l'armée savait que des produits chimiques avaient été déversés de manière inappropriée à Fort Ord pendant des décennies”, que “les anciens combattants en général ont des taux de cancer du sang plus élevés que la population générale, selon les données sur le cancer de la VA [Veterans' Administration],” et dans la région de Fort Ord “les anciens combattants ont un taux de diagnostic de myélome multiple 35% plus élevé que la population générale des États-Unis”.

https://apnews.com/article/us-army-fort-ord-chemical-exposure-cancer-c1078dd520322f2a4130e2f7077b7892?user_email=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=MorningWire_Feb23&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

Écrivant dans *Today's Geriatric Medicine*, une équipe de recherche a déclaré : “L'inexactitude des certificats de décès est un problème bien connu aux niveaux national et international. Malgré les lacunes connues, ces données sont utilisées “pour éclairer les projets de recherche, orienter les flux de financement et déterminer les objectifs de soins de santé”. Un certificat de décès est “un document médico-légal et peut être utilisé seul devant un tribunal. Il vit au niveau de l'État, est acheté par le *National Center for Health Statistics*, puis est entré dans le *National Vital Statistics System* sous les *Centers for Disease Control and Prevention*. Il fusionne ensuite sous l'égide statistique de l'Organisation mondiale de la santé pour éclairer les comparaisons des taux de mortalité internationaux. En étudiant 50 certificats de décès délivrés dans un grand centre médical universitaire, ils ont constaté que la cause immédiate du décès était incorrecte dans 11 des 50 cas ; ils ont estimé qu’“environ 33 % à 40 %” des certificats de décès remplis dans les établissements médicaux universitaires comportent “des erreurs majeures (par exemple, une cause de décès incorrecte ... un mode de décès incorrect)”.

<https://www.todayseriatricmedicine.com/archive/SO17p26.shtml>

Venezuela. Amnesty International a publié “Répression calculée : Corrélation entre la stigmatisation et les détentions arbitraires au Venezuela ». Il a mené des recherches pendant plus d'un an en collaboration avec les ONG Foro Penal et CDJ basées à Caracas. En utilisant “les records des deux organisations couvrant la période entre janvier 2019 et juin 2021” et en appliquant des modèles statistiques “validés par un processus d'examen par les pairs”, ils ont trouvé “une corrélation entre les arrestations arbitraires à motivation politique, effectuées par des agents de la sécurité de l'État, et la stigmatisation, réalisée par divers médias. Le directeur de Foro Penal a déclaré : « [I]l ne fait aucun doute qu'il existe une relation étroite entre les agents de l'État vénézuélien, les médias publics et privés et les attaques contre les défenseurs des droits de l'homme, qui ne doivent pas rester impunies”.

<https://www.amnestyusa.org/reports/repression-by-maduro-government-could-constitute-crime-against-humanity-persecution/>

Publications. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Changement climatique 2022: Impacts, Adaptation et Vulnérabilité: <https://www.ipcc.ch/report/sixth-assessment-report-working-group-ii/>

Comité International de la Croix-Rouge, “ Le processus d'identification humaine médico-légale : une approche intégrée”: <https://shop.icrc.org/the-forensic-human-identification-process-an-integrated-approach-pdf-en.html>

La Conférence Sedona, “Commentaires sur le besoin d’orientation et d’uniformité dans le classement et le stockage d’information électronique de l’EI et des archives sous scellés”:

<https://thesedonaconference.org/civicrm/mailling/view?reset=1&id=2326>

hilo s documentales a publié sur les archives de la répression au Chili:

<https://revistas.unlp.edu.ar/HilosDocumentales>

Kovie Biakolo, “La piste des tragédies des migrants noirs”, *The Nation*,

<https://www.thenation.com/article/society/black-migration-racism/>

Maria Domanska, “La compétition pour la mémoire dans la Russie de Poutine” *Strategic Europe*:

<https://carnegieeurope.eu/strategieurope/86358>

Hannah Hunte, “Les archives sonores numériques peuvent faire revivre (brièvement) des oiseaux disparus,” *The Conversation*:

https://theconversation.com/digital-sound-archives-can-bring-extinct-birds-briefly-back-to-life-176115?utm_medium=email&utm_campaign=Saturday%20Newsletter%20%20February%2026%202022%20-%202217022001&utm_content=Saturday%20Newsletter%20%20February%2026%202022%20-%202217022001+CID_65af3814886a58713d75c54eb2d6a21b&utm_source=campaign_monitor_us&utm_term=Digital%20sound%20archives%20can%20bring%20extinct%20birds%20briefly%20back%20to%20life

S’il vous plaît partagez des nouvelles avec nous! trudy@trudypeterson.com Pour voir les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l’homme remercie le magazine d’archives italien en ligne Il Mondo degli Archivi d’avoir géré la distribution de SAHR News. Pour vous abonner aux News, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette Newsletter est publiée sous licence *Creative Commons*. N’hésitez pas à le diffuser davantage et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi DUBUISSON)